

l'Humanité



rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi 2
dimanche 3
octobre 1976

No 538

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

7 octobre Les grandes manoeuvres de l'Union de la gauche

Dans de nombreuses entreprises les travailleurs n'ont pas attendu l'annonce du plan Barre ou de quelque autre plan pour entreprendre l'action contre les conséquences de la crise capitaliste. Ils sont des centaines de milliers qui aspirent profondément à l'unité de toute la classe ouvrière dans l'action contre les méfaits du capitalisme. Ils sont des centaines de milliers qui ne programment pas un calendrier de luttes en fonction des échéances électorales dans le pays, mais qui sont partisans d'une riposte et d'une offensive classe contre classe quotidiennement dans leur usine ou à l'échelle du pays.

Dans les usines occupées cela fait plusieurs mois que s'organisent et se développent des initiatives de coordination des luttes. Dans les foyers Sonacotra cela fait plusieurs mois que des milliers d'ouvriers immigrés font la grève des loyers et en appellent à l'unité de la classe ouvrière, français et immigrés épaulés contre épaulés. Et depuis des mois ces initiatives, ces aspirations, sont l'objet d'attaques et de calomnies de la part des directions syndicales ou des partis de l'Union de la gauche. Les Marchais, Séguin ou Maire, qui n'ont cessé de condamner la coordination des entreprises en lutte créée à Besançon autour des sections syndicales de Lip et Griffet, qui viennent d'exclure de la CGT des travailleurs de l'IMRO en grève depuis de longues semaines parce qu'ils faisaient partie de cette coordination, les Marchais, Séguin ou Maire donc, viennent de découvrir que désormais le moment était venu et que pendant une journée il faudrait faire grève tous ensemble. Eux qui n'ont cessé de dresser le mur du silence autour des grévistes de la Sonacotra, qui ont préconisé la négociation foyer par foyer, qui ont tout fait pour diviser et réprimer, comme dans beaucoup d'autres circonstances, les voilà qui se donnent la main pour jouer la comédie de l'unité d'action.

Comme chaque année à la rentrée de septembre l'ordinateur des confédérations syndicales a fixé des dates, qui seront des « temps forts » de l'action ! Le 7 octobre pour tous et le 23 octobre pour les jeunes, c'est beau la technique.

(Suite p.3)

Coup de grisou à Merlebach

Bilan provisoire :

16 morts et plusieurs blessés graves

CAPITAL ASSASSIN !



Contre les assassinats du capital, une seule solution, la lutte (photo D. Maillet).

La population minière du Bassin de Lorraine a appris avec stupeur la nouvelle : un coup de grisou au puits 5 de Merlebach ?

À 21 heures les houillères annonçaient un bilan provisoire de 9 morts. À 23 heures elles faisaient état de 16 morts et plusieurs blessés graves.

Déjà jeudi matin un incendie s'était déclaré au puits 5 et tous les mineurs qui travaillaient à proximité avaient pu être remontés sains et saufs à la surface. Mais vers 18 heures, alors que les équipes d'intervention luttait contre l'incendie, éclatait l'explosion meurtrière.

Un mineur qui a assisté à l'incendie et à l'explosion raconte : « À 11 h 30, jeudi matin, un violent incendie à feu ouvert était annoncé, suivi immédiatement d'un

éboulement. Peu de temps après, j'arrivais sur place avec deux équipes de sécurité de dix hommes chacune. À travers une épaisse fumée nous avons mis en batterie nos lances à incendie pour noyer la masse de charbon en feu. À 16 h 30, alors que nous luttons depuis plusieurs heures contre le feu, un violent retour d'air s'est produit provoquant une énorme flamme qui a touché deux hommes. Devant la gravité de la situation nous avons dû attendre des renforts pour tenter de boucher les trous d'aérage et ainsi étouffer le feu. Deux heures plus tard j'ai ressenti une explosion et c'est là que se produisit la catastrophe. Toutes les portes d'aérage se sont violemment ouvertes et nous avons dû quitter les lieux. »

Ainsi l'incendie qui est à

l'origine de la catastrophe n'avait pu être maîtrisé jeudi soir, malgré les risques énormes pris par les équipes de sécurité.

Cet accident est le plus meurtrier depuis que les 42 mineurs de Liévin ont été le 27 décembre 74 victimes du capitalisme.

Aujourd'hui le capital assassine une nouvelle fois. Seize morts viennent alourdir le sinistre bilan des Houillères de Lorraine : 13 morts depuis le début de l'année.

Voilà les conséquences de l'insécurité, de la course au rendement entretenues par les capitalistes.

Mais déjà en avril dernier c'est par la grève qu'avaient riposté les mineurs de Merlebach à l'annonce de la mort dans ce même puits 5 d'un des leurs, Gilbert Boff, âgé de 18 ans. C'est par la lutte qu'ils ne manqueront pas de

travailler pour faire payer ce nouveau crime à la bourgeoisie.

Dans une usine Ford près de Londres

Un millier d'ouvriers sont en grève à l'usine Ford de Dagenham à l'est de Londres.

Le mouvement a commencé lorsque certains d'entre eux ont arrêté la production pour protester contre l'utilisation de techniques dangereuses dans la construction de la nouvelle Ford-Cortina.

Mardi soir plusieurs centaines de ces ouvriers en colère ont mis le feu à un entrepôt et saccagé des bureaux.

Quel contraste avec les déclarations du secrétaire général des syndicats britanniques qui vient de renouveler son appui à la politique économique du gouvernement.

Les ouvriers anglais de l'usine Ford démontrent ainsi dans les faits qu'ils sont opposés à la voie de collaboration de classe !

Comment soutenir les grévistes de la Sonacotra p.5

Un chalutier soviétique arraisonné dans les eaux irlandaises

Un navire de protection irlandais le « Grainne » a arraisonné jeudi matin après une brève poursuite un chalutier soviétique, le « Belmarye » qui pêchait à l'intérieur de la zone des douze milles.

Le capitaine du chalutier a refusé de suivre les unités irlandaises dans le port de Cobh près de Cork tant qu'il n'aurait pas de consignes de ses chefs. Aussi 24 militaires irlandais sont-ils montés à bord du « Belmarye » pour le garder. Le gouvernement irlandais a décidé d'envoyer en renfort trente soldats et vingt marins. Le capitaine du chalutier soviétique a alors fini par accepter de suivre les unités irlandaises dans le port de Cork (sud-est de l'Eire). Il y sera poursuivi vendredi pour pêche illégale.

Amérique latine

L'offensive des peuples

L'Amérique latine bouge en profondeur. Les grands mouvements des masses populaires se développent avec une grande vigueur. Dans tous les pays opprimés par l'impérialisme et les bourgeois réactionnaires qui lui sont liées, les grèves ouvrières, les mouvements paysans d'occupation des terres, les insurrections étudiantes se multiplient pour l'indépendance, le pain, la terre et la liberté.

Toujours plus conscients de la nature de leurs véritables ennemis, les travailleurs dirigent leurs luttes en priorité contre les compagnies transnationales qui les pillent et les exploitent depuis si longtemps. De grandes grèves ont eu lieu récemment au Mexique, en Argentine, en Equateur, contre ces compagnies pour imposer

des augmentations de salaires et la réduction des horaires et des cadences de travail.

Les paysans latino-américains, eux aussi, les plus impitoyablement opprimés et exploités, sont également très actifs dans ce combat contre les transnationales. Au Honduras, en République dominicaine, au Brésil, en Bolivie, ils mènent une lutte de front contre les propriétaires de plantations étrangères, pour récupérer leurs terres usurpées. En juin dernier, par exemple, les paysans sans terre de la province de Sanchez Ramirez, à St-Domingue, ont manifesté pour exiger la récupération de la mine d'or et des terres occupées par la «US Company Rosario Dominica».

L'«United Fruit Company», la «Cerro de Pasco

Corporation» et d'autres compagnies américaines occupent un tiers des terres dans plusieurs pays latino-américains alors que 180 millions de paysans en Amérique latine ne possèdent que 4 % du total de la terre et 140 autres millions n'en ont pas du tout.

En Bolivie, en Argentine, en Colombie, au Brésil, en Equateur, au Honduras, à Costa-Rica, à Salvador, d'importants mouvements ouvriers, paysans et étudiants ont eu lieu, étroitement solidaires les uns des autres. Les luttes des peuples de Bolivie d'Argentine et de Colombie en particulier, ont été caractérisées par leur envergure et leur durée.

Les masses populaires latino-américaines comprennent toujours mieux aussi les ambitions hégémoniques

de l'URSS comme des USA à leur égard. Elles sont conscientes que la grave crise économique qui sévit un peu partout en Amérique latine, est le résultat d'un transfert des problèmes économiques des pays impérialistes. C'est ainsi que le taux de croissance de l'économie dans les pays latino-américains est tombé de 7 % en 1974 à 3,2 % en 1975. Pendant ce temps, leurs dettes extérieures passaient de 30 milliards de dollars US en 1974 à 50 milliards en 1975, entraînant une aggravation considérable des conditions de vie des peuples.

Cette ampleur de l'oppression qui s'abat sur eux est la source de leur combativité qui s'accroît sans cesse, contre l'hégémonie, l'impérialisme et l'exploitation, pour l'amélioration de leurs conditions de vie et l'obtention de droits politiques.

Cuba

LE PEUPLE INVITÉ A SE SERRER LA CEINTURE

Castro a déclaré mardi soir que le peuple cubain devrait consentir des «sacrifices en raison de difficultés économiques dues à la chute du prix du sucre sur le marché mondial». Le premier ministre cubain a précisé que le prix du sucre de canne, principale richesse de l'île, était brutalement tombé

que le pays devrait en conséquence se serrer la ceinture de quelques crans pour réduire ses importations et augmenter ses exportations. Castro en a profité pour rendre un hommage tapageur à l'URSS, rappelant que celle-ci achète le sucre cubain à un prix quatre fois supérieur à celui en vigueur sur le marché mondial et vend son pétrole «beaucoup moins cher» que les autres producteurs.

Il s'est toutefois soigneusement gardé de répondre à un certain nombre de questions qui s'imposent :

— Pourquoi Cuba, si longtemps après s'être arraché à la domination améri-

caine est-elle si dépendante de la monoculture de la canne à sucre, pourquoi celle-ci s'est-elle encore aggravée ces dernières années ?

— Pourquoi, si ce n'est pour satisfaire le pillard soviétique et sa volonté de maintenir l'île dans sa dépendance ?

— Quand le prix du sucre était de 65,5 cents la livre, l'URSS la payait elle à ce prix ou à celui de 30 cents qu'elle pratique actuellement ?

— Pourquoi Cuba, qui possède des ressources pétrolières, ne les exploite-t-elle pas et se trouve ainsi dépendante des pétroliers russes ?

— Est-ce bien seulement à cause d'une «sécheresse catastrophique» que la production de sucre cubaine, diminue régulièrement depuis trois ans, ou plutôt à cause d'une démobilisation du peuple cubain qui ne voit pas l'intérêt de s'échiner pour le bénéfice des Soviétiques ?

Dans son discours, tous les observateurs reconnaissent qu'il est le plus dramatique depuis celui prononcé en 1970 pour annoncer l'échec de la «Grande Zafra». Castro n'a pu répondre à ces légitimes interrogations.

APPEL A LA VIGILANCE DES DIRIGEANTS CHINOIS

Au lendemain du départ de Pékin de l'ancien secrétaire américain à la Défense, M. James Schlesinger, la Chine a lancé une triple mise en garde à l'Europe et aux États-Unis d'un côté, et à l'URSS de l'autre, jeudi par le biais d'un long commentaire de l'agence Chine nouvelle.

Sous le titre «Pourquoi l'Europe peut-elle aisément prendre feu ?» L'agence chinoise rappelle que l'Europe se trouve actuellement confrontée à «une sinistre et inévitable réalité» : après avoir été dévastée par deux guerres mondiales, une troisième déflagration catastrophique dont elle sera la victime peut être déclenchée à tout moment par l'Union soviétique. Celle-ci n'aura ensuite d'autre but que de détruire les États-Unis mais en fin de compte, l'Union soviétique «n'échappera pas au châtiement de l'histoire» et sera victime à son tour de l'incendie qu'elle aura allumé.

Les «nouveaux tsars» ont fait de l'Europe un «baril de poudre» qu'ils «tiennent au sec» mais ils peuvent «allumer la poudre à tout moment», écrit ainsi l'agence Chine nouvelle après avoir souligné l'échec de la politique de «détente», de «l'esprit d'Helsinki» (où se tint la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) et de la conférence sur la limitation des armes stratégiques (Salt). Chine nouvelle met longuement l'accent sur l'accroissement considérable des forces soviétiques et le déséquilibre actuel défavorable aux États-Unis.

Souvenirs photographiques du président Mao



Le président Mao s'est toujours tenu fermement aux côtés des luttes révolutionnaires des peuples du monde.

Ci-dessus Mao Tsé-toung préside à Pékin un gigantesque rassemblement de soutien à la lutte du peuple vietnamien.

Ci-contre : le 20 mai 1970, le président Mao prononçant son célèbre appel : «Peuples du monde, unissez-vous pour abattre les agresseurs américains et tous leurs laquais !».



Afrique australe

Des fusils bien en main

Mis au pied du mur par le refus des cinq pays de «première ligne» d'accepter le plan Kissinger différant de deux ans encore l'accès de la majorité africaine au pouvoir en Rhodésie, le gouvernement britannique a été contraint de convoquer une conférence constitutionnelle sur l'avenir de la Rhodésie. En dépit de la rébellion du gouvernement de Ian Smith proclamant unilatéralement l'indépendance en 1965, la Rhodésie reste en effet, légalement, un territoire sous mandat britannique et la Grande-Bretagne y reste officiellement l'autorité de tutelle.

La position des pays africains refusant le plan US a donc contraint la Grande-Bretagne à assumer cette responsabilité qu'elle aurait assurément préféré esquiver. Quoi qu'il en soit le gouvernement britannique annonce son intention de mener l'affaire rondement pour se retirer au plus vite cette épine du pied.

L'annonce de la convocation prochaine de la conférence constitutionnelle a été favorablement accueillie par les dirigeants nationalistes et les chefs d'État africains. Kissinger, lui, fait contre mauvaise fortune bon cœur espérant toujours gagner de vitesse son compère soviétique dans cette affaire.

Les peuples, eux, restent vigilants. Les combattants

du Zimbabwe ont déclaré que la lutte armée ne cesserait qu'avec la victoire et que des promesses ne suffisaient pas pour leur faire poser le fusil. Les mouvements de libération, de leur côté, tentent de rapprocher leurs points de vue pour affronter en bon ordre et dans l'unité les débats serrés qui commenceront très bientôt sur l'avenir du territoire.

La cause du peuple namibien avance aussi à grand pas après que le président de la SWAPO ait été entendu par le Conseil de sécurité de l'ONU. Là aussi le fusil est fermement tenu par les combattants namibiens. Aucun plan impérialiste n'aura raison de leur volonté de vivre debout, libres et indépendants. Le président de la SWAPO a par ailleurs annoncé par avance que toutes les sociétés étrangères, principalement américaines, qui ont continué à piller la Namibie sous le régime illégal des racistes sud-africains, seraient expropriées le jour même de l'indépendance.

Enfin en Afrique du Sud même, les manœuvres de Vorster commencent à faire long feu. Les gouvernements des 9 pays de la CEE viennent en effet d'annoncer qu'ils ne reconnaîtront pas l'indépendance de Transkei, le plus grand bantoustan que Vorster s'appête à proclamer frauduleusement le mois prochain.

nouvelles intérieures

La Courneuve

Opérations tous azimuts
des révisionnistes

La mairie révisionniste de La Courneuve (93) lance des opérations tous azimuts dans le but de mobiliser la population pour les futures élections.

D'abord dans les « 4 000 logements », HLM, la mairie par le biais de l'Association des locataires a lancé le mot d'ordre de refuser de payer à l'OPHLM de la ville de Paris l'augmentation de 10 % du loyer et des charges.

Pour un F4 en juin on payait 725 F et en septembre 825 F. Cela paraît être une initiative qui répond à l'exaspération des locataires en majorité ouvriers et immigrés. Mais voyons un peu comment cela est fait ?

1) D'abord il faut signer un engagement personnel de refuser de payer l'augmentation, ce papier sera envoyé à l'office. Ce qui fait que si l'office veut faire des pressions et des menaces il aura toute liberté grâce à la liste des noms.

2) Pas d'informations sur ce que « risquent » les locataires. Que faire, que dire en cas d'intimidation ? Comment organiser la riposte ?

3) Refuser de payer l'augmentation signifie accepter le taux déjà exorbitant des charges. 400 F pour un F4 ! c'est à dire le loyer, alors que les logements, les abords, les escaliers se dégradent, les ascenseurs se bloquent, sans réparation. A quoi sert donc tout le fric qu'on donne à l'office pour un HLM déjà amorti ?

4) L'organisation de la lutte se résume à ceci :

« donnez votre engagement signé et laissez faire nos élus James Marson (maire) et Jack Ralité (député) qui grâce à leur opiniâtreté ont réussi à arracher 1 milliard pour les réparations » (1) car d'après le président de l'Association des locataires « les locataires préfèrent leur TV, rien ne peut les faire bouger, c'est comme des gosses, il faut leur mâcher le travail ». On se demande, quand on voit quel mépris les révisos ont des masses, comment ils prétendent défendre leurs intérêts et c'est là où l'on voit qu'on leur sert de base de manœuvre pour leur furieuse envie d'avoir un maroquin de ministre.

La mairie accuse l'office d'augmenter les loyers pour faire des profits, mais que dire de « la côte mobilière » qui représente un loyer complet et qui elle aussi a augmenté ? Mais là, bien que ce soit « la faute de l'État qui... » la mairie n'a pas demandé aux Courneuvien de refuser de payer l'augmentation. Blanc d'un côté noir de l'autre. Tout court à faire dire aux gens « Vous voyez ça irait mieux si on était au gouvernement » comme le proclame une affiche à Aubervilliers : « Malgré le pouvoir des milliardaires, on vit mieux à Aubervilliers en 30 ans de gestion à direction communiste » !

Enfin la mairie essaie de dingier la grève avec occupation contre les licenciements d'ALMECA et « promène » les travailleurs en car de dé-

légation à la préfecture au ministère, alors que la population ignore tout de la grève. Elle inculque aussi l'idée aux travailleurs en lutte comme quoi « la mairie s'occupe de nous, il n'y a qu'à attendre et on aura du boulot », au nom de quoi la CGT empêche le contact direct avec les travailleurs et fait tout ce qu'elle peut pour vendre aux visiteurs « La voix Ouvrière » où là « on trouvera tous les renseignements ».

3 leçons à tirer de ces luttes :

— Les révisos s'efforcent par les méthodes de lutte d'isoler les travailleurs entre eux (HLM) et d'avec la population (ALMECA) pour imposer leur présence et la justifier ainsi :

— Ils s'efforcent aussi d'empêcher toute prise de conscience, tout éveil à la réflexion sur le prolétariat, la société etc., en empêchant les travailleurs de prendre en main leur lutte et en s'imposant comme intermédiaire obligé, sous le prétexte de « rapport de force ».

— Les révisionnistes sont capables de mobiliser les masses sur un objectif et même de prendre des formes de lutte dures en apparence, mais cela a lieu dans une époque précise, et concourt à faire de la juste lutte des travailleurs, un moyen de pression en vue de leur projet de gouvernement.

Un locataire des 4 000

DIVISIONS DANS LES PARTIS
DITS DE LA « MAJORITE »

Mercredi soir Giscard d'Estaing devait déclarer : « Puisque nous devons accomplir un effort national, il faut éviter tout ce qui divise. Il ne faut adresser d'invectives à personne. Il faut, au contraire rassembler tous ceux qui, malgré la diversité de leurs options politiques, savent bien, au fond d'eux-mêmes, qu'il s'agit d'un enjeu d'intérêt national ».

Or quelques heures avant le premier ministre sortant Jacques Chirac, au rassemblement UDR de Rocamadour, devait appeler à la préparation intensive et immédiate des élections législatives et municipales. Contrecarrant une fois de plus et avec éclat les propos du président de la République, Chirac révèle les graves divergences qui subsistent entre les différents clans de la majorité.

Barre, le nouveau premier ministre, quant à lui a rappelé à l'ordre Paul Dijoud, secrétaire d'Etat républicain indépendant, qui avait annoncé qu'il organiserait des élections primaires à Toulon, si le candidat qu'il soutient n'obtenait pas l'investiture de la majorité pour les élections partielles.

Cette question des élections c'est la pomme de discorde de longue date entre les différents partis bourgeois, qui se partagent le fromage du pouvoir tels des rats affamés. On sait qu'une des causes du départ de Chirac portait déjà précisément sur cette question. Poniowski ayant prévu un remaniement du système électoral qui désavantagerait

l'UDR et le PCF, Chirac préconisait la tenue d'élections anticipées.

Unis quand il s'agit d'exploiter et d'opprimer, mais divisés pour se répartir le

gâteau, c'est le visage de toujours de la bourgeoisie. Mais quand cela se produit avec autant d'évidence et que la lutte de cliques conduit à révéler des scandales

suite de l'éditorial

Ces journées d'action qui vont et viennent, ces grèves-marionnettes qui pour 24 heures à la rentrée, au printemps et juste avant les vacances, rythment la marche électorale de ceux qui sont impatients de retrouver des sièges de ministres dans un gouvernement capitaliste n'inspirent que colère à tous les ouvriers conscients. Mai-juin 1968, la marche nationale de soutien aux travailleurs de Lip en 1973, la coordination des luttes ne sont pas sortis du chapeau des états-majors du PCF ou de la CGT.

Une fois de plus parce que les échéances électorales approchent, Mitterrand et Marchais vont essayer de prendre la tête des mouvements de révolte des masses populaires contre l'oppression et le système capitaliste pour tenter de les contenir et de les dévoyer. Le but de l'opération du 7 octobre c'est d'utiliser les masses comme bélier dans la lutte entre deux programmes de replâtrage de la société en crise : plan Barre contre Programme commun. Avant le plan Barre il y a eu des dizaines et des dizaines de plans, ceux de Mitterrand dans les années 50, ceux des ministres membres du PCF en 1945, tous ces plans ont à la poubelle, les hommes ont changé mais notre sort ne s'est pas amélioré pour autant, le système d'exploitation de l'homme par l'homme est toujours de-

bout, lui. Et le Programme commun c'est du même tonneau.

D'ores et déjà Marchais a rencontré Maire pendant deux heures mercredi. Ils sont tombés d'accord pour considérer que « sortir de la crise exige une union de l'action de l'ensemble des forces populaires... c'est-à-dire que la manifestation du 7 octobre, tous ces beaux messieurs s'apprentent à en prendre la tête. Quant à Marchais dans une interview à Radio Monte-Carlo, il n'a pas caché que c'était lui qui menait la danse : « La grève du 7 octobre ne sera qu'un prélude à d'autres si c'est nécessaire. Sans attendre 1978, nous pouvons faire reculer le gouvernement et imposer la prise en considération des mesures que nous proposons. » Voilà qui fera plaisir à Krivine, le petit de Marchais de demain, si la révolution ne les balaise pas avant, lui qui s'inquiétait dès le 24 septembre : « Il serait irresponsable que le PS et le PC soient absents de cette journée. »

Mais n'en déplaise à tous ces candidats aux fauteuils ministériels du régime bourgeois, nombreux parmi les grévistes du 7 octobre seront les ouvriers et militants conscients qui dénonceront vos méprisables procédés et y opposeront de justes mots d'ordre et formes d'action conformes aux intérêts de classe du prolétariat.

La démission de deux directeurs du secrétariat d'Etat aux Universités

LA CRISE DE L'UNIVERSITE
CAPITALISTE N'EST PAS FINIE

L'éducation est à l'ordre du jour. Depuis Mai 68, l'Éducation nationale est une épine dans le pied du gouvernement. Les réformes successives et les manifestations de masse de la jeunesse qu'elles ont suscitées ont largement montré les difficultés insurmontables que rencontre la bourgeoisie à tromper la vigilance des masses populaires et de la jeunesse. A tel point qu'une mini-crise vient d'éclater au secrétariat d'Etat aux Universités : deux directeurs de l'enseignement supérieur viennent de démissionner du cabinet d'Alice Saunier-Seïté. L'un d'eux a déclaré que « la crise dont la réforme du deuxième cycle a été l'occasion, n'a été surmontée que provisoirement ».

Les reproches de ces messieurs tiennent surtout en une constatation. La sélection n'est pas assez ouverte. L'un d'entre eux avoue à ce sujet : « On fait l'économie de la sélection à l'entrée, mais on en paie dramatiquement le prix à la sortie. Environ

50% des inscrits à l'université la quittent sans avoir obtenu le moindre diplôme. Ainsi les étudiants vivent dans un état permanent d'incertitude sur leur sort — et même d'angoisse. La majorité des étudiants de premier cycle sont dans une situation analogue à celle des travailleurs dépourvus de la garantie de l'emploi. Ce sont en quelque sorte des « hors-statut » dans l'université, qui constituent nécessairement un ferment de contestation permanent. » Ce qui inquiète bien ces hauts fonctionnaires, on le voit, c'est le ferment révolutionnaire qui remet en cause les fondements même de la société capitaliste comme en témoignaient les mots d'ordre des manifestations étudiantes au printemps dernier « Ni chômeurs, ni cadres du capital ».

En fait, ces hauts fonctionnaires avouent que le gouvernement est incapable de « réformer l'université ». A tel point que l'un d'entre eux vient de déclarer qu'il rejoignait l'opposi-

tion et se sentait proche du parti révisionniste : il s'agit d'André Casadevall, ancien recteur de l'académie de Créteil, qui, reprochant au gouvernement de ne pas permettre à l'État de diriger effectivement, déclare :

« Le pouvoir politique réel n'est alors plus assuré par l'État mais par des organismes qui lui sont extérieurs. L'organisation politique qui raisonne d'une manière analogue est évidemment le Parti communiste (c'est-à-dire le parti révisionniste - NDLR) bien qu'il soit honnête de remarquer qu'une inspiration analogue était celle des gaullistes au moins tant que le général de Gaulle a été président de la république ».

Un témoignage de plus qui montre que les partisans d'un État du capital monopoleur plus « efficace » se tournent de plus en plus souvent vers l'Union de la gauche. Ils espèrent que la tromperie des masses par le PCF permettra l'application de mesures strictes évitant l'explosion révolutionnaire.

Cinq étudiants toulousains
condamnés à des peines
de prison avec sursis

Le tribunal de grande instance a condamné en vertu de la loi scélérate anticasseurs cinq étudiants toulousains à des peines de prison avec sursis pour des infractions commises au printemps dernier.

Les faits qui leur étaient reprochés s'inscrivent autour de trois dates :

— 12 février : séquestration du recteur Claude Chalin à l'université du Mirail par 2 000 étudiants en grève qui s'opposaient à la réforme Soisson-Seïté et considéraient la venue du recteur comme une provocation.

— 7 avril : à l'occasion de l'inauguration de la bibliothèque centrale de prêt municipale, le préfet de région et le recteur Chalin étaient houscoulés par les étudiants en grève. Un policier est blessé.

— 13 avril : une manifestation organisée par les étu-

dants de l'université du Mirail dégénère en affrontement, dans plusieurs points de la ville, avec d'importantes forces de police.

Pour ces différentes infractions, Bernard Melier est condamné à 5 mois de prison avec sursis pour la manifestation du 7 avril et quatre mois avec sursis pour l'affrontement du 13 avril avec les forces de l'ordre. Cette dernière peine a été prononcée en vertu de la loi anticasseurs.

François Armagnac est condamné à trois mois de prison avec sursis pour avoir participé à la séquestration du recteur François Carrère, André Marty et Bernard Vabré sont respectivement condamnés à un mois et deux mois de prison avec sursis pour leur participation à la manifestation du 13 avril.



Péchiney Ugine-Kuhlman

RESTRUCTURATION ET LICENCIEMENTS

Depuis la fusion de Péchiney avec Ugine-Kuhlman en 1971, de lourdes menaces pesaient sur les vieilles usines du groupe, notamment de Kuhlman.

Ces menaces sont devenues réalité au fil des années :

- ce sont les fermetures des usines de St-Denis (450 personnes), de Huningue (80 personnes), de Watrelos (450 personnes).

- ce sont les arrêts de fabrication prévus à Loos, qui concernent plus de 200 travailleurs.

Aujourd'hui, c'est la fermeture du secteur des engrais ternaires à La Madeleine (Nord), fermeture qui touche une centaine de travailleurs. Cette décision de la direction générale de PUK ne concerne pas seulement la région du nord de la France. En effet, PUK annonce en même temps 50 licenciements à Chauny, 100 à Montargis où les usines ferment, des mesures de chômage partiel aux usines de Grandville et Brest.

Le groupe PUK frappe fort, frappe toujours fort. Pourquoi ?

Un communiqué de la cellule Jean Maes du PCMLF distribué aux portes de l'usi-

ne de La Madeleine, explique clairement les raisons pour lesquelles le groupe PUK annonce ces mesures scélérates au détriment des intérêts des travailleurs :

« Pourquoi ces licenciements et les autres qui vont suivre ?

Parce que l'objectif principal des monopoles tels que PUK est la recherche du profit maximum

- par l'exploitation féroce et l'appauvrissement de la classe ouvrière. "Il vaut mieux, disait P. Jouven, ex-PDG de PUK, licencier en indemnisant, même cher, plutôt que de ne plus faire de profit."

- par le désinvestissement dans des secteurs non rentables : ainsi le secteur des engrais n'est plus rentable à cause de la concurrence des importations des pays soi-disant socialistes, notamment la Pologne, en phosphates d'ammoniac, et des importations des États-Unis en nitrate d'ammoniac

- et ainsi par la fermeture de vieilles usines, et sa préférence pour les implantations à l'étranger (aux États-Unis, en URSS, etc.) à cause de la réduction des coûts de la production». (voir notre article dans l'HR du jeudi 30/9/76).

Logique du profit maximum : en effet comme le dit Lénine : « Tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent de capitaux est consacré, non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné car il en résulterait une diminution des profits pour les capitalistes, mais à augmenter ces profits par l'exportation de capitaux à l'étranger... »

Un peu plus loin, on pouvait lire dans le communiqué de la cellule du PCMLF « Face à une direction patronale de choc, il faut mener, dans l'unité, une lutte dure, conséquente. Il ne suffit pas simplement d'intervenir auprès des directions locales et générale ; car ces interventions n'ont jamais ébranlé les décisions de PUK. Il suffit de se rappeler comment s'est opérée la liquidation de l'usine de Watrelos. (voir HR No 260).

« Face à une direction patronale de choc, qui contrôle ses 256 sociétés et filiales, il faut populariser, étendre et coordonner la lutte contre les licenciements à l'ensemble des sociétés du groupe PUK.

Face à une direction patronale de choc, la lutte

contre classe, classe ouvrière contre classe bourgeoise, est décisive. Car "attendre le reclassement des travailleurs avant de procéder à tout licenciement", comme le propose le PCF, c'est cautionner les licenciements et trahir les intérêts de la classe ouvrière. On ne négocie pas les licenciements, on les refuse ! ».

UNE NECESSITE, LA COORDINATION DES LUTTES

Pour tout dire, PUK est le fer de lance de l'impérialisme français. En effet, les travailleurs ont en face d'eux, une direction des plus musclées du capital financier. Les 24 membres du conseil d'administration de PUK sont les représentants des plus grandes banques (Parisbas, Suez, Lazard, Rothschild...). Voici un exemple de ce pouvoir : lors de la grève de Noguères, en 1973, qui a duré près de deux mois la direction n'a cédé sous aucun prétexte aux exigences des travailleurs en particulier sur les classifications, et même en grande partie ne voulait pas négocier. Elle a préféré perdre 70 millions de francs (le coût de la grève), à cause de l'arrêt des cuves de fabrication d'aluminium (décidée par la direction) ; une somme qui aurait permis de mettre en congé payé tout le personnel pendant 5 ans de suite, ou d'augmenter ce même personnel de 20 % tout de suite et cela pendant 25 ans. Tout ceci afin de ne pas créer un précédent dans le groupe.

Aussi cela montre la nécessité de coordonner, polariser les luttes à l'intérieur

OCCUPATION DE LA MAIRIE DE MILLAU

Plusieurs dizaines de travailleurs ont occupé mercredi la mairie de Millau dans l'Aveyron pour protester contre les 120 licenciements annoncés à la mégisserie Galtier et les

des sociétés et des filiales du groupe PUK pour combattre efficacement.

D'autre part, assurer les reclassements des travailleurs avant toute procédure de licenciements, comme le prétend le PCF, c'est vraiment trahir des intérêts des travailleurs, c'est jouer avec la vie des travailleurs. Un exemple : on peut se reporter aux assurances de la direction de l'usine de Watrelos comme quoi tous les ouvriers seront reclassés dans les usines de Loos et à La Madeleine. Mais voilà, ces usines-là, à plus ou moins longue échéance, vont fermer. Alors où iront les travailleurs ? Et cela les dirigeants réformistes et révisionnistes le savent très bien, pour être aussi complices des intérêts de la bourgeoisie. Mais aux yeux des travailleurs, ils font comme s'ils ne le savaient pas. Dans le journal révisionniste « Liberté », on pouvait lire :

« Les élus et représentants syndicaux du CE rappellent la désaffection apparente de la direction générale pour les usines du Nord ; la situation actuelle ne permettant même plus la mutation à La Madeleine du personnel de Watrelos, ainsi que la promesse formelle en avait été faite ».

Voilà bien des propos des plus irresponsables qui soient ! Les travailleurs jugeront sur place, et ne seront pas dupes de cette mystification.

Vive la lutte des travailleurs de PUK !

Correspondant HR.

PS : Nous faisons savoir à notre correspondant que nous sommes intéressés par sa proposition de nous faire parvenir une étude plus approfondie sur la question.



POUR CORRESPONDRE PAR TELEPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

- 1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;
- 2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;
- 3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.

Rhône Poulenc-Textile

Nouveaux développements du conflit

Tandis que les travailleurs de RPT lock-outés de l'usine de Péage-de-Roussillon participaient lundi à une manifestation à Vénissieux, au siège de la direction, ceux de l'usine de Vaulx-en-Velin ont débrayé pour exprimer leurs propres revendications et protester contre les mesures prises à l'encontre des Péageois.

Il semble d'ailleurs que d'autres usines du groupe Rhône-Poulenc se disposent à suivre ce mouvement, dans le cadre d'une action syndicale unifiée. La CFDT pour son compte proposait que les usines de Valence et de St-Clair rééditent le même type de manifestation.

Un élément nouveau est intervenu : la direction générale a fait connaître par téléphone aux syndicats son intention de réouverture de l'atelier de flocons d'acétate. Cette reprise, prévue à partir du mardi 7 heures du matin, ne concernait pas la filature et les ateliers de transformation.

Face à cette situation le personnel est resté sur ses positions, à savoir la levée totale du lock-out, préalable à toutes négociations. Une action est prévue mercredi en direction de la préfecture de la région.

Sur le plan local, les grévistes ont entrepris d'informer la population et organisent une nouvelle réunion mercredi à 8 h 30, au foyer municipal, pour examiner avec le personnel l'évolution de la situation. Quelle que soit la formule, les syndicats réclament en commun la reprise du travail pour tous mais refusent toute reprise partielle.

D'autre part, mardi après-midi à Grenoble, une délégation de l'intersyndicale a rencontré M. Buriot, directeur du travail et de la main-d'œuvre. Celui-ci a confirmé par écrit que le régime d'indemnisation au titre du chômage partiel visé par l'article R 351.28 du Code de travail n'est pas applicable, en principe, à l'arrêt de travail décidé par la direction de RPT. Il est donc douteux que l'administration et l'Assedic acceptent de participer à la rémunération des salariés. Cette rémunération doit, selon les textes, être maintenue intégralement par l'employeur dès l'instant où celui-ci ne peut invoquer un des cas de force majeure prévus par la loi.

La lutte doit donc se poursuivre au niveau de tout le trust pour imposer le maintien de l'emploi des salariés de Péage-de-Roussillon.

DANS LE HAUT-RHIN OCCUPATION DE LA RESIDENCE D'UN PATRON

Depuis mercredi matin les travailleurs de la filature de Malmerspach (Haut-Rhin) occupent la résidence de leur PDG dans cette localité. Cinq cents travailleurs ont manifesté, exigeant la garantie de l'emploi.

L'usine de Malmerspach fait partie d'un groupe lainier appartenant aux frères Schlumpf et composé de quatre unités de production, dont trois en Alsace (Malmerspach, Mulhouse et Erstein - Bas-Rhin) employant

500 personnes chacune. La 4e, les établissements Drefrene à Roubaix, serait sur le point de déposer son bilan, selon la CFDT.

Des tentes ont été montées dans le parc de la résidence à côté de l'usine où les ouvriers se relaient pour assurer la production.

L'occupation des usines fait partie des traditions, l'occupation des résidences de PDG est un nouvel élément de pression contre les exploités.

LA COURNEUVE (93) OCCUPATION CHEZ ALMECA

Les 76 travailleurs qui occupent leur usine depuis le 16 juin contre leurs licenciements, organisent le 10 octobre une journée porte ouverte. Les travailleurs demandent que le soutien populaire soit le plus massif possible car malgré la durée de leur lutte, ils sont convaincus de leur nécessaire victoire. Ils sont allés en manifestation pointer au bureau de chômage et annon-

cent la création d'un comité de chômage sur la Courneuve où habitent près de 1 500 chômeurs (ville de 40 000 habitants) soit plus de 10 % de la population active.

Journée « Portes ouvertes »
Dimanche 10 octobre
de 11 h à 18 h.

rue du général Shramm
La Courneuve
(près de la gare)



la France des luttes

Comment soutenir les grévistes de la Sonacotra ?

Comme nous l'annonçons dans l'Humanité rouge du jeudi 30 septembre, c'est dès maintenant qu'il faut prendre en main la SOUSCRIPTION pour aider à la préparation du meeting du 23 octobre, organisé par le comité de coordination. Que cette souscription soit le reflet d'un élargissement et d'une intensification du soutien apporté à la grève des ouvriers immigrés de la SONACOTRA. Que nos camarades et amis lecteurs s'emparent du contenu de la plate-forme de soutien rédigée par le

comité de coordination et dont nous publions la fin aujourd'hui, pour le défendre et l'appliquer dans la pratique auprès de leurs camarades de travail, dans leurs quartiers, dans leurs sections syndicales. Qu'ils nous fassent parvenir au journal des courts articles relatant leurs initiatives dans ce sens. Au vaste front du pouvoir et des partis bourgeois de droite ou de «gauche» ligués contre les travailleurs immigrés, nous devons opposer celui de la classe ouvrière, internationaliste et révolutionnaire.

Pourquoi nous demandons le soutien inconditionnel de notre plate-forme revendicative, de toutes les décisions, initiatives ou directives du comité de coordination ou des comités de résidents, de notre plate-forme de soutien.

Nous exigeons le soutien inconditionnel de notre plate-forme revendicative. Celle-ci est le reflet de toutes les aspirations des résidents allant contre l'exploitation dont ils sont l'objet, de la part de la société qui gère les foyers où ils vivent. Elle est l'un des armes qu'ils se sont données pour lutter contre cette exploitation. Ceux qui ne soutiennent pas notre plate-forme revendicative, entrent en contradiction avec nous, dans la mesure où, ne la soutenant pas, ils acceptent l'exploitation contre laquelle nous luttons, par l'intermédiaire de notre plate-forme revendicative, non seulement ils sont en contradiction avec nous mais ils sont aussi nos ennemis et les ennemis de tous les travailleurs en lutte contre l'exploitation. Nous les dénonçons en tant que tels.

Nous exigeons le soutien inconditionnel de toutes décisions, initiatives et directives du comité de coordination ou des comités de résidents ; le comité de coordination est l'organisation de masse que se sont donnés les résidents pour mener la lutte et la diriger vers la victoire ; le comité de coordination et les comités de résidents ont été élus par les résidents eux-mêmes et ils ont été chargés par eux de les représenter, de les guider dans la lutte qu'ils mènent et de donner à celle-ci la direction qu'ils veulent qu'elle prenne. Cette organisation n'a de raison d'être que par la volonté des résidents des foyers Sonacotra.

Pour ces raisons, toutes décisions, initiatives et directives prises par le comité de coordination le sont après consultation des résidents, et avec le consentement de ceux-ci ; et cela dans le but de veiller à la bonne marche de la lutte, de lui donner une direction, de sauvegarder son autonomie,

et de défendre les intérêts de celle-ci et ceux des résidents.

Seuls les résidents ou leurs représentants peuvent juger si telle ou telle décision est bonne ou mauvaise, apprécier son utilité et son opportunité, à partir du moment où ces décisions concernent la lutte. Ne pas respecter et appliquer ces décisions, ce serait aller

inconditionnel de notre plate-forme de soutien. Mis à part les conditions établies dans cette plate-forme de soutien, par nous, travailleurs en lutte, nous n'en concevons pas et n'en concevrons pas d'autres, ceci afin de préserver l'autonomie de notre lutte et de faire du soutien qui lui est apporté un mouvement d'ensemble qui puisse

qu'ils renforcent les comités de soutien, et afin de créer et de maintenir l'unité entre tous les travailleurs, pour mieux lutter contre l'exploitation sous toutes ses formes.

Nous leur demandons de respecter et de soutenir toutes les décisions, directives et initiatives prises par nous pour faire avancer notre



contre la volonté des travailleurs qui les ont prises, ce serait leur imposer d'autres décisions qui ne sont pas les leurs, ce que nous dénonçons comme ingérence dans la lutte, et un non respect de son autonomie, autonomie qui, elle aussi, est par la volonté des travailleurs.

Nous exigeons le soutien

accompli dans les meilleures conditions les tâches qui lui incombent.

Aux comités de soutien de masse et à toutes les organisations nous soutenant, nous leur demandons de faire connaître notre lutte à tous les travailleurs (ouvriers, paysans, étudiants, femmes et hommes) dans le but

de nous soutenir non seulement en le disant mais en le faisant ; non seulement en paroles mais surtout en pratique, de façon sincère et déterminée.

La commission de soutien du comité de coordination des foyers Sonacotra. Le 17 septembre 1976.

TEXTE DE LA PETITION AU CONSEIL D'ETAT

A renvoyer au Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève
56, rue de la Fontaine au roi 75011 Paris — ou par l'intermédiaire du journal

Halte à la répression sur les résidents et leurs délégués !

Retour de nos 18 camarades expulsés illégalement au mois d'avril !

Depuis 18 mois des milliers de travailleurs immigrés luttent pour la satisfaction de leurs revendications :

- 1) baisse des loyers trop chers ;
- 2) suppression du règlement intérieur quasi militaire qui interdit toute liberté, même les droits de visite et de réunion ;
- 3) le statut de locataire comme pour les autres habitants en France ;
- 4) le renvoi de tous les directeurs racistes et provocateurs, remplacés par des gardiens comme dans les HLM ;
- 5) la reconnaissance du comité de coordination qui regroupe tous les comités de

résidents élus démocratiquement.

La Sonacotra n'a jamais voulu reconnaître nos revendications. Sa seule réponse est celle du ministre de l'Intérieur au mois d'avril : l'expulsion illégale de nos 18 camarades grévistes et délégués vers leur pays d'origine.

Pour la liberté, l'égalité des droits et le respect du droit de grève pour tous les travailleurs, nous demandons à tous nos camarades, français et immigrés, car nos intérêts sont les mêmes, de signer et faire signer cette pétition, afin d'obtenir le retour de nos 18 camarades et l'arrêt des poursuites judiciaires contre les autres résidents et leurs délégués par les directeurs de foyers et la police.

LA MUNICIPALITE DE GRENOBLE ENTRAVE LE DROIT SYNDICAL

En 1975 dans le cadre de la mise en place du protocole sur le droit syndical, il est attribué qu'il y ait un permanent à plein temps à chaque syndicat. La CFDT des communaux de Grenoble décide de l'affecter sur deux militants, soit deux mi-temps. Pourquoi ? Parce qu'ils veulent garder le contact avec les travailleurs en travaillant à mi-temps dans leur service, ils ne veulent pas que les permanents deviennent les fonctionnaires du syndicat. En 1975, sous la pression syndicale, la municipalité (Dubedout — le maire — est «socialiste») accepte, à titre d'essai pour une année, cette solution.

En 1976, depuis plusieurs mois, la municipalité remet en cause ce fonctionnement, sous le prétexte qu'il est difficile de gérer les mi-temps. Renseignements pris auprès des chefs de service concernés, il s'avère qu'ils n'ont jamais été consultés et qu'ils n'ont pas rencontré de difficultés majeures dans la gestion des deux mi-temps.

Dans la plupart des administrations, ce droit au mi-temps est reconnu et appliqué.

En vérité c'est le syndicat CFDT qui est visé, du fait notamment du soutien qu'il apporte aux luttes des travailleurs communaux sur le plan local.

La CFDT des communaux considère comme inadmissible cette ingérence de la municipalité dans les af-

aires du syndicat. Aussi a-t-elle décidé d'intervenir auprès du conseil municipal. Le 28 septembre, une trentaine de militants CFDT a pénétré dans la salle de réunion du conseil municipal. Une intervention a été faite au nom de la CFDT pour exiger du maire une réponse, sur-le-champ, en ce qui concerne l'attribution de deux demi-permanents. Une banderole avait été déployée dans la salle. Un échange assez vif s'est produit entre le maire Dubedout et des militants syndicaux qui lui ont reproché de bafouer les libertés syndicales. Le «socialiste» Dubedout s'est encore une fois distingué par ses arguments patronaux :

«Nous ne céderons pas devant la force. Votre action est antidémocratique. Vous perturbez un conseil municipal élu démocratiquement au suffrage universel... comme Giscard !

Finalement le maire décide de poursuivre la séance du conseil municipal sur l'ordre du jour prévu.

A deux reprises, il est interrompu par des slogans : «Liberté syndicale ! Liberté syndicale ! 2 demi-permanents !»

Tant et si bien que la séance a été annulée et que le maire est sorti suivi de ses conseillers municipaux.

Voilà une affaire qui va faire grand bruit et qui est loin d'être terminée...

Correspondant HR.

A Saint Ouen l'Aumône

DES RESIDENTS REFUSENT DE PAYER UN RAPPEL DE CHARGES

Les résidents du quartier des Chennevières à St-Ouen-l'Aumône entrent en lutte contre la direction départementale des OPIHLM.

Cette direction réclame à chaque locataire de cette cité de 1 300 logements dits «sociaux» un rappel de charges pour l'année 1975 d'un montant au moins égal à un loyer. C'est à dire que suivant le type d'appartement (F2, F3, F4, F5) et leur catégorie (PLR, HLM, ILM) ce rappel varie entre 500 et 1 300 F.

Les résidents ne peuvent accepter cela et refusent toute justification de la part de la direction car ils payent déjà environ 200 à 300 F de charges par mois.

C'est alors que le PCF, qui prépare les élections de mars, apparaît pour la première fois sur la cité, et

tente de mener une action à lui seul en passant au-dessus de l'Amicale des locataires et en se substituant à elle. Il organise entre autre une pétition qui, se vantera-t-il, a recueilli 600 signatures, mais lorsqu'on regarde de près comment il a obtenu certaines de ces signatures il n'a pas à être fier : de nombreuses personnes ont signé ne sachant pas qu'il s'agissait du PCF et certaines personnes ont même cru qu'il s'agissait de l'Amicale des locataires...

Malgré toutes ces manœuvres c'est tous unis au sein de l'Association des résidents du quartier des Chennevières que les locataires mènent cette lutte et ont pris la ferme décision de refuser de payer et de s'organiser en conséquence.

(Affaire à suivre)

Correspondant HR



LUTTE CONTRE LA REPRESSION EN CORSE

«La légion dehors !», c'est le mot d'ordre principal en Corse après l'assassinat des deux bergers, les frères Ruggieri, par un légionnaire. Il est scandé par la population, s'étale sur les murs ainsi que «légion : SS, Ponia complice». Il a été repris par plusieurs mouvements syndicaux et l'Union des syndicats d'exploitants agricoles (UDSEA) ainsi que la Fédération départementale ovine ont annoncé leur intention de se porter partie civile contre la légion pour le meurtre des frères Ruggieri. Nous con-

naissions surtout, sur le continent, ces autres bandes armées que sont les CRS et les gardes mobiles. Mais quelle est la fonction de la légion ?

Ce corps de 8 000 hommes est implanté en France et dans les colonies, principalement à Djibouti où elle s'est dernièrement illustrée. 3 000 de ses hommes sont stationnés en Corse répartis en deux régiments basés l'un à Calvi, l'autre à Corté.

La légion est un corps d'élite qui peut fort bien

intervenir sur tout le territoire français mais a surtout une vocation coloniale. Il est entraîné comme les marines américains pour les missions les plus délicates, les points chauds. Les engagés y sont soumis par des instructeurs qui sont d'anciens SS ou d'anciens mercenaires à une discipline fasciste destinée à en faire de véritables machines de précision à tuer.

Les légionnaires ont débarqué en grand nombre en Corse au lendemain de la guerre d'Algérie où ils s'é-

taient tristement illustrés sans arriver toutefois à empêcher le peuple algérien à conquérir son indépendance. Aussitôt installés ils se sont rapidement mis à dos la population en voulant employer en Corse les méthodes coloniales dont ils avaient pris l'habitude en Algérie. Aussi le mot d'ordre «Légionne fora !» est-il vite devenu populaire.

Le soutien aux 17 Corses détenus à Lyon s'étend

Les 17 Corses transférés à Lyon après les événements d'Ajaccio et la destruction d'un Boeing d'Air-France ont cessé il y a quelques jours leur grève de la faim, ayant semble-t-il d'après leurs avocats, obtenu des assurances quant aux garanties de la défense dans le procès que leur intente le gouvernement. Mais contrairement à ce que laissent entendre en fin de semaine dernière leurs avocats, leur libération pour «irrégularité de procédure» ne semble pas acquise. La chambre d'accusation de Lyon ne doit se prononcer que dans cinq jours sur cette demande de liberté provisoire.

Cependant depuis une semaine le mouvement de soutien ne cesse de se développer à Lyon. Après la création jeudi dernier d'un comité lyonnais de soutien, les Corses de la ville se sont notamment organisés pour visiter régulièrement les inculpés à la prison St-Paul, pour établir un lien entre eux et leur famille, etc. Mais ce soutien commence à déborder largement les seuls Corses. Ainsi l'UD-CFDT du Rhône a manifesté son appui.

informations générales

Accidents du travail DE NOUVELLES VICTIMES DU CAPITAL

Le mardi 21 l'ouvrier Ramon Perez était tué dans des conditions particulièrement atroces, happé par une renfendeuse de bobines à Drancy. Ses obsèques viennent d'avoir lieu en présence de sa famille de ses camarades de travail, et de délégations d'usine dont une de Bendix où en juillet un ouvrier avait été écrasé par une presse.

Une semaine à peine après cet accident de travail mortel, quatre ouvriers sont grièvement brûlés, cette fois en Moselle, par une explosion d'un nouveau four à oxygène liquide de l'usine Sacilor. Ils ont dû être hospitalisés dans un état grave et porteront sans doute toute leur vie les marques de cet accident.

Point commun entre ces accidents du travail : la direction de l'usine était au courant des dangers mais n'a pris aucune mesure de sécurité malgré les demandes des ouvriers. A Drancy le travail de Ramon Perez consistait à introduire du papier sous la tôle qui filait à plus de 50 m/seconde pour remédier à l'insuffisance d'épaisseur qui l'empêchait de s'enrouler convenablement à la sortie de la machine à certains moments. La tôle avait déjà, comme l'a con-

firmé un délégué CFDT de l'usine, coupé un certain nombre de doigts et Ramon lui-même avait été blessé à la main en 74. Mais la direction l'obligeait malgré cela à continuer cette manœuvre dangereuse et en principe interdite.

A l'usine Sacilor une explosion avait eu lieu au même endroit il y a peu de temps mais les mises en garde répétées des délégués CHS et les remarques des travailleurs étaient restées sans suite.

Cela prouve une fois de plus que le capital n'hésite devant rien pour réaliser des profits maximums, pas même à mettre en péril la vie des ouvriers qu'il exploite. Pour le faire reculer sur la question de la sécurité comme sur les autres il faut une mobilisation de masse des travailleurs. A l'heure où le plan Barre nous promet de diminuer les «investissements non productifs», où la bourgeoisie s'apprête donc à rogner encore sur les mesures de sécurité pour maintenir ses profits malgré la crise capitaliste, il faut imposer collectivement les mesures de sécurité, refuser collectivement de travailler sur des machines dangereuses.

PENURIE DE PERSONNEL ET SOINS HOSPITALIERS

La femme de Giscard d'Estaing a visité récemment les services de pédiatrie et l'hôpital Antoine Beclère de Clamart dans les Hauts-de-Seine.

Créé en 1971 par l'Assistance publique pour soulager les établissements parisiens surchargés, cet hôpital de 500 lits, doté d'équipements particulièrement perfectionnés, est considéré comme l'exemple type de l'hôpital de taille moyenne où les services pourraient fonctionner avec le maximum d'efficacité. Les professeurs Gabilan et Courteuisse responsables des services lui ont expliqué que le perfectionnement des méthodes de soins avait permis de supprimer tous les cas de décès de bébés dus aux infections microbiennes et de diminuer de façon assez nette le taux de mortalité infantile. Mais ils ont insisté sur les difficultés qu'ils rencontraient en permanence pour le recrutement d'infirmières. Si ces grands patrons qui sont du même monde que Mme Giscard

d'Estaing protestent ainsi c'est que la pénurie qu'ils dénoncent est bien criante!

Par ailleurs alors que la sélection des études médicales est renforcée et que les milieux dirigeants prétendent qu'il y a «trop de médecins en France» un lecteur nous explique les conséquences du manque de médecins que l'on constate dans les hôpitaux :

«A Alençon il y a trois chirurgiens qui suffisent à peine à leur tâche. Assez souvent obligés d'accomplir des opérations de première urgence plusieurs jours de suite, ils font trainer certains malades pendant plusieurs jours. Ainsi il est courant que des malades qui ont des jambes cassées attendent huit à quinze jours d'être opérés, le membre immobilisé dans une gouttière. Et bien sûr, pendant ce temps, les journées d'hôpital à 300 F sont facturées, des lits d'hôpitaux occupés inutilement, sans parler du scandale des soins insuffisants!»

Encore un cas de «justice pour l'exemple» dans l'Oise

L'Oise est un département dont on entend beaucoup parler en matière de criminalité et de procès expéditifs. En octobre dernier un jeune homme de 16 ans Bruno y était condamné à mort par un jury de Beauvais pour avoir tué une femme âgée, et seule la «grâce présidentielle» lui permettait d'échapper à la guillotiner, alors qu'il est extrêmement rare que ce type de condamnation touche un mineur. Au début du mois une fillette de 12 ans était tuée par un garçon de 16 ans.

Il est vrai que dans ce département particulièrement pauvre, où le chômage est important, où les ouvriers agricoles sont payés à coups de lance-pierre sur les grandes propriétés, où le taux d'alcoolisme est le 2e de France, le nombre d'agressions et d'actes de délinquance est assez élevé.

Mais tandis que le gouvernement ne fait rien, bien sûr, pour s'attaquer aux racines du mal, la presse bourgeoise s'emploie à entretenir et attiser une véritable psychose dans la population, s'emparant de chaque fait divers pour le monter en épingle.

Ainsi en août 75 une automobiliste avait été tuée par deux jeunes gens qui avaient poussé sa 2 CV dans le fossé avec une voiture plus puissante. Un de leurs amis âgé de 15 ans ayant été admis à l'hôpital psychiatrique à la même époque, la presse locale et même nationale a entrepris une campagne forcée pour tenter de faire sortir de l'hôpital et livrer à la police «le complice des fous à la 504».

Lundi dernier on jugeait à Beauvais un jeune nomade de 21 ans, Joël Aubert, arrêté l'hiver dernier et suspecté

d'avoir commis avec ses compagnons plusieurs dizaines d'agressions contre des personnes âgées. Lors de l'une d'elles, trois hommes s'étant introduits vers 4 heures du matin le 16 septembre 1976 chez le curé de Briot, petite ville située au nord de Beauvais, l'ont roué de coups et se sont enfuis en emportant 8 000 F. Le curé aurait vu une fraction de seconde le visage de l'un d'eux et aurait par la suite reconnu sur photo Joël Aubert, témoignage comme on le sait très fragile. Eh bien, alors qu'Aubert n'a jamais cessé de nier et qu'il n'y a aucun autre élément de preuve il a été condamné à 15 ans de réclusion criminelle. Il faut dire que le curé est lui-même intervenu en prononçant un long réquisitoire contre les agressions dans l'Oise et a déclaré notamment : «Il faut faire un exemple.»

Toulouse

Rassemblement antifasciste

Lundi 27 septembre une soixantaine d'antifascistes français, espagnols et d'anti-impérialistes du tiers monde se sont réunis à l'appel du CUSPE pour commémorer l'assassinat des 5 militants révolutionnaires du FRAP et de l'ETA fusillés il y a un an par la dictature franquiste : Baena, Otaegui, Garcia, Paredes, Sanchez Bravo.

A cette occasion il a été dénoncé la répression actuelle exercée par le régime monarchique de Juan Carlos (28 assassinats en 10 mois) et réaffirmé que seule la lutte pour la république pourra à la fois unir les plus larges masses et en finir définitivement avec la dictature fasciste.

Correspondant HR.

La Faucille

JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MARXISTES LÉNINISTES DE FRANCE

Le deuxième numéro de septembre vient de paraître sur quatre pages grand format.

Dans ce numéro, une place importante est consacrée à l'œuvre révolutionnaire du président Mao Tsé-toung, notamment sur la question paysanne. Une page photo retrace le rôle du président Mao dans le mouvement paysan chinois et l'édification des campagnes socialistes.

Une place importante est également consacrée à la campagne engagée par les marxistes-léninistes contre les conséquences de la sécheresse et pour le soutien aux ouvriers agricoles et aux petits paysans.

Le prix du numéro : 2 F.
Passez vos commandes dès maintenant à l'adresse de l'Humanité rouge.

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	70 F
3 mois	95 F	210 F
6 mois	190 F	400 F
Soutien	300 F	500 F

CCP L'HUMANITÉ ROUGE
No 30226672 - La Source

AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS
ACHETEZ TOUJOURS
L'HUMANITÉ ROUGE
DANS LE MEME KIOSQUE



Un début à tout

Une nouvelle de
Dominique Pagelle

III

Durant tout le chemin vers l'usine Jacqueline marchait en retrait sans rien dire. Devant les grilles un groupe compact d'ouvriers, avec quelques femmes, formait un mur vivant derrière lequel on distinguait des hommes en cravates, la maîtrise.

Sur le bord du trottoir, près d'une charrette à bras où s'alignaient des piles de fruits multicolores, une vieille marchande des quatre-saisons était plongée dans un roman-photo. En face, sur un terre-plein, tout au fond, dormaient quelques cars discrets de flics municipaux.

Suivi à distance par sa femme, Michel arriva au piquet. Un autre type voulait entrer. Il avait déjà épuisé ses arguments et sans un mot, sans expression au visage il avançait mollement contre les corps serrés qui le repoussèrent 5 ou 6 fois d'un imperceptible mouvement en avant. On le regardait sans colère, presque tristement. Alors il partit très vite, heurtant la vieille marchande.

Jacqueline, que Michel avait prise par le bras, se laissait conduire. Quoique dans sa courte vie Michel eut viré lui-même à coup de pompes plus d'un jaune il ne se sentait pas comparable à ce type.

«Ma femme doit entrer, dit-il fermement. Faut comprendre les gars. A la maison on est pas dans une situation à faire grève.»

«Nous, c'est pas pareil, on fait ça pour rigoler», lança un jeune gars qui ne faisait pas dix-sept ans. Un vieux moustachu reprit plus calmement:

«C'est pareil pour tout le monde. S'il y en a qui rentrent on ne pourra pas tenir.»

Une tête de femme surgit entre deux épaules. Comme pour enfoncer le clou elle questionna: «Ben quoi, Jacqueline? T'as voté aussi...»

Michel se retint de regarder sa femme. Il était inaccessible aux arguments car il commençait à revoir le type d'avant, parti tête basse, et il se sentait menacé de cette infamie. Cela l'aiguillonna.

(A suivre)

Cinéma

TAXI DRIVER

Medaille d'or au festival de Cannes

Un GI'S démobilisé s'engage comme chauffeur de taxi pour tromper son ennui et pour gagner sa vie.

Exerçant sa profession de nuit, il est à même de voir toute la faune qui évolue dans les grandes villes américaines: racketteurs, maquereaux, dépravés de toutes sortes, pourvoyeurs de drogue, prostituées, etc. Bref, ce qu'il voit n'est pas très beau et ne sent pas très bon puisque c'est l'exact reflet de l'impérialisme US, la conséquence logique de ce système où tout se vend et tout s'achète. Le chauffeur de taxi (en américain «the taxi driver») s'en rend bien compte mais, peu politisé n'en tire aucune conclusion révolutionnaire. Il comprend bien que quelque chose doit changer mais sa prise de conscience se limite à l'affirmation qu'il faut «un grand coup de balai» pour «débarasser toute cette pourriture».

Sa vie monotone va bientôt changer; il aperçoit un jour une femme dont il a le coup de foudre et qui est la principale animatrice d'un comité de soutien à un candidat à la Maison blanche. C'est en effet la foire électorale, foire organisée notamment par cette femme typiquement bourgeoise qui possède toutes les qualités que lui demande sa classe: belle, jeune, dynamique, raffinée... Cette rencontre ne serait qu'une mièvre histoire à l'eau de rose si, éconduit, l'ancien GI'S ne prenait la

décision de se venger, non contre cette femme mais contre la société qui l'a produite.

Or qui représente mieux la pourriture du capitalisme US que le candidat à la Maison blanche dont le slogan ridicule est «Nous sommes le peuple» (le nous ne désignant en l'occurrence — tel Louis XVI — que lui-même).



Face à cette «vie de con», le réalisateur de Taxi driver ne donne comme solution que l'action individuelle et suicidaire (photo DR).

me)? L'ancien GI'S s'équipe donc d'une véritable artillerie de poche et commence un entraînement intensif pour préparer l'attentat qui tuera ce qui, très justement, représente à ses yeux la politiciaille.

Mais la tentative qu'il fera échouera. Parti pour don-

ner son «grand coup de balai», il fera quand même usage de ses armes en attaquant (moins spectaculairement mais plus dangereusement) une bande de souteneurs qui exploitent une fille de douze ans et demi en l'obligeant à se prostituer. Il atteindra cet objectif au prix de plusieurs blessures mais ce but est

cherché aussi à se suicider (il part d'ailleurs avec l'idée qu'il n'en sortira pas vivant) il s'attaque à la pègre qui, elle aussi, est le symbole des classes exploiteuses. Malheureusement pour lui, bien que grièvement blessé, il ne meurt pas et il est bien contraint à poursuivre la vie qu'il hait, encore plus désabusé qu'a-

tellement limite que, après quelques mois de convalescence, il reprend le volant de son taxi... et la vie continue!

On peut dire qu'un tel film est typique tant par ce qu'il montre que parce qu'il ne montre pas.

Comme dans de nombreux films en effet, le réalisateur de «Taxi driver» s'est complu à décrire une réalité pas très ragoutante mais a évité soigneusement d'en tirer la moindre conclusion politique. Il faut en montrer un peu mais pas trop! Si on en montre «trop», on devient rapidement «subversif».

Or, triste réalité, la pourriture du système capitaliste (aux USA comme ailleurs) est tellement flagrante et s'étale si complaisamment aux coins de rues qu'il est difficile, sinon impossible, de la cacher même avec la meilleure volonté du monde.

Il existe alors une recette simple et «infaillible»: il suffit de préparer un cocktail (un de ceux qui n'explorent pas!) ou l'on mélange pêle-mêle un peu de social, un peu de sentimental, un peu de violence et un peu de sexe. Tout cela n'est évidemment pas aussi simple et il faut reconnaître au réalisateur un certain talent pour avoir su doser habilement les proportions.

Quand ce travailleur un peu marginal échoue dans son attentat, et parce qu'il

vant. On voit donc que le trait dominant de ce film est le pessimisme, l'absence de perspectives positives et — pour mieux assombrir le tableau — on montre un homme isolé qui, par son action individuelle, s'enferme dans sa solitude avec l'espoir d'atteindre un point de non-retour. Il aurait pourtant été très facile de donner à ce film un autre contenu de classe en montrant le rapport organique existant entre cette «vie de con» et la société capitaliste, en montrant la naissance d'une révolte individuelle et sa transformation en révolte collective par l'organisation de la «résistance». Tout ce que le réalisateur consent à montrer (voir la scène où le candidat est pris à bord du taxi) c'est que le candidat n'a pas le même genre d'éducation que le chauffeur de taxi, que l'un est plus cultivé que l'autre (l'un «comprend la politique», l'autre pas!).

Inutile de rechercher d'où vient le flic du candidat et pourquoi il a bénéficié d'une éducation que l'on a refusée au chauffeur. Cela amènerait à en dire trop long sur l'exploitation des travailleurs et ce serait la porte ouverte à une dénonciation trop radicale au goût de la bourgeoisie! Cela, la bourgeoisie n'en veut pas car elle, elle ne manifeste aucune tendance suicidaire!

Un lecteur

Fête de lutte contre le chômage Dans la ZUP-sud à Rennes

Le dimanche 26 septembre, nous avons organisé une fête populaire avec la participation du comité de lutte contre le chômage d'un autre quartier de la ville: cela a été un plein succès: 1 000 personnes environ sont passées devant les panneaux sur les problèmes du chômage et sur nos actions comme par exemple une lutte récente qui avait permis de reloger une famille expulsée et de récupérer leurs meubles déjà saisis. Le public a beaucoup applaudi deux sketches: le premier, réalisé par nous, sur cette lutte contre l'expulsion, l'autre présenté par des travailleurs des Bâtiments de Nantes sur leur lutte contre un licenciement. Notre montage sur le chômage a également été apprécié.

La chorale de la JCMLF et un groupe breton venus

apporter leur soutien ont participé à la réussite de l'après-midi. Pour les enfants, nombreux dans ce quartier populaire, nous avons organisé des jeux, un stand permettait aux familles d'acheter des vêtements et des chaussures à très bas prix, et pour la soif et la faim il y avait bien sûr buvette, galettes-saucisses, sandwiches et pâtisseries. La journée s'est terminée par un bal populaire.

Pour nous, cette fête est une réussite; car elle a prouvé que la solidarité avec la cause des chômeurs existe et qu'il est possible de la développer lorsqu'on prend les choses concrètement en main. Pour la préparation de la fête, nous avons ainsi bénéficié du soutien des responsables et d'animateurs d'un club de jeunes et d'associations diverses du

quartier; de nouveaux militants se sont joints au comité et y ont activement participé; d'autres gens ont exprimé leur solidarité en apportant des vêtements ou de la pâtisserie. La fête nous a fait connaître dans le quartier et a sensibilisé la population aux problèmes du chômage. Cela est d'une extrême importance pour nous, c'est la condition de réussite des actions futures: car si nous avons déjà fait quelques petites actions, nous sommes encore trop peu nombreux et trop peu forts pour arracher la satisfaction des revendications essentielles des chômeurs.

Il nous faudra également vaincre un autre obstacle: les illusions sur le PCF: il commence certes à se démasquer comme à l'occasion de notre lutte contre l'expulsion (il s'est contenté

d'envoyer un journaliste de l'Huma pour faire une photo, mais il ne s'est pas gêné par contre de sortir un tract après l'action où il se présente comme champion de la lutte contre les expulsions!) — mais il n'est pas encore évident pour tous que cette récupération n'est pas un fait isolé, qu'elle découle au contraire de la ligne du PC: faire de la démagogie pour gagner des voix, puis prendre le pouvoir à son seul profit. Aussi les discussions allaient-elles bon train dimanche dernier.

Mais la réussite de la fête nous encourage à faire confiance aux travailleurs, aux gens du peuple pour mener la lutte contre le chômage et le responsable du chômage, le capitalisme.

Des militants du comité de lutte contre le chômage de la ZUP-SUD,

L'Humanité Rouge

enquête

Un commentaire de l'agence Chine nouvelle sur la défection des pilotes soviétiques

«LE FACTEUR DECISIF C'EST L'HOMME ET NON LE MATERIEL»

La récente défection du lieutenant Viktor Ivanovich Belenko, un as des forces aériennes soviétiques, aux commandes d'un Mig-25, «avion de combat soviétique le plus sophistiqué», et celle d'un autre pilote soviétique, le lieutenant V. I. Zasimov à bord d'un Antov-2, font l'objet de bien des commentaires de par le monde et donnent matière à réflexion.

Pour blanchir la fuite de Belenko, l'Agence Tass a clamé le 14 septembre qu'il s'agissait là d'un incident «totalement imprévu» et que la fuite était due à «une succession d'événements fortuits». Selon Tass, «un avion piloté par V. I. Belenko a perdu le cap» et «n'ayant pas assez de carburant pour le retour, a fait un atterrissage forcé sur l'aérodrome de la ville japonaise de Hakodate.»

UN PROBLEME POLITIQUE ET NON PAS TECHNIQUE

Bref, ce serait un incident isolé et il ne s'agirait là que de contingences, et non pas de l'homme, d'un problème technique, et non d'un problème politique. Il est évident qu'en présentant ainsi les faits, Moscou ne révèle que mieux ce qu'il veut tenir caché.

Ces deux fuites ne sont que deux incidents d'une série qui ont eu lieu dans les forces armées soviétiques. L'évolution des événements depuis une longue période a prouvé qu'ils traduisent les profondes contradictions rongant aujourd'hui la société soviétique. Ils sont une explosion dans le malaise qui règne au sein des forces armées soviétiques et depuis les changements radicaux survenus dans le rôle qui leur est assigné. Ils sont donc des manifestations politiques aigues.

Il suffit de récapituler les «incidents» qui se sont produits ces dernières années dans les divers secteurs de l'armée soviétique.

Selon la presse japonaise, répondant aux questions sur les raisons qu'il avait de prendre la fuite, Belenko a dit entre autres que «l'Union soviétique ressemble aujourd'hui à la Russie tsariste».

Le 23 septembre, intervint la défection du lieutenant V. I. Zasimov aux commandes d'un Antov-2, qui ayant décollé de Tiflis en Union soviétique s'est posé en Iran. L'ambassade en Iran «a confirmé qu'un pilote soviétique avait fait défection», mais elle n'a fourni aucun détail. Zasimov a dit en Iran qu'il «ne pouvait plus supporter le système soviétique».

UNE LONGUE SERIE D'INCIDENTS REVELATEURS

En novembre 1975, les marins

d'un destroyer soviétique porteur de missiles, nommé «Storozhevoï», un des bâtiments de guerre les plus sophistiqués de la flotte soviétique, se sont révoltés dans la mer Baltique. Les autorités soviétiques ont envoyé à la hâte des avions et des bâtiments de guerre pour les réprimer. Quelque 50 marins ont été tués et les autres mutins sont passés en conseil de guerre. Selon le journal suédois «l'Express», «la cause immédiate de la révolte est la guerre en Angola», car «les marins étaient mécontents de la perspective d'une extension de leur temps de service». (...) En novembre 1972, une mutinerie éclatait à bord d'un sous-marin soviétique dans le golfe de Norvège.

Pendant l'été 1969, un officier supérieur et deux officiers subalternes à bord d'un sous-marin nucléaire de la flotte soviétique de la Baltique étaient arrêtés. Par la suite, des centaines de soldats étaient interrogés à leur tour, et de nombreuses perquisitions étaient ordonnées à leur domicile. Les recherches s'étendirent de Tallin jusqu'à Riga, Leningrad et Bakou. Des

coslovaque désarmée qui résistait à l'occupation soviétique. Plusieurs divisions soviétiques ont été rappelées quelques jours après l'invasion du fait de la désapprobation de l'intervention armée qui s'était élevée dans les rangs des soldats.

Dans les régions de minorités en Ukraine, dans la région du Caucase et le long de la côte Baltique, les soldats de certaines unités ont refusé d'appliquer les ordres des autorités destinés à réprimer la résistance de la population.

Cette série de faits, pour différents qu'ils soient, met à nu sous divers angles les mensonges de la clique Brejnev et révèlent jusqu'à un certain degré la faiblesse fondamentale du social-impérialisme soviétique.

La clique dirigeante des révisionnistes soviétiques est une bande de militaristes et de partisans de la théorie selon laquelle les armes décident de tout. Depuis l'usurpation par les révisionnistes soviétiques du pouvoir du parti, politique et militaire, les forces armées soviétiques ont dégénéré en un instrument

des forces morales. C'est l'homme qui dispose des forces militaires et économiques.» («De la guerre prolongée», Œuvres choisies de Mao Tsé-toung, tome 11, p. 152-153). Lénine a souligné : «Dans toute guerre, la victoire dépend, en fin de compte, de l'état d'esprit des masses qui versent leur sang sur le champ de bataille. La conviction que la guerre est juste, la conscience qu'il est indispensable de sacrifier sa vie pour le bien de ses frères relève le moral du soldat et lui fait supporter des difficultés inouïes.» («Discours à la conférence élargie des ouvriers et soldats rouges du quartier Rogojkosimonovski», Œuvres de Lénine, tome 31, p. 137). Les histoires de la Russie et de l'Union soviétique confirment cette vérité.

SUR LES TRACES D'HITLER

Aujourd'hui, la clique Brejnev emprunte le chemin battu des tsars et d'Hitler, réprimant de façon sanglante les mouvements révolutionnaires populaires à l'intérieur, et faisant une guerre avec les autres impérialistes pour l'hégémonie mondiale. Il ne fait pas de doute qu'elle n'échappera pas à la loi objective qui a conduit inévitablement les tsars et Hitler à leur ruine.

Le contrôle que la clique de Brejnev exerce sur son armée est extrêmement rigide. Elle éduque les soldats dans le fascisme et le militarisme, insistant sur «la lutte contre l'idéologie hostile», et les force à obéir aveuglément et absolument à ses ordres. Elle a pris des mesures fascistes pour surveiller et réprimer les soldats soviétiques, affirmant que ceux-ci doivent être placés sous «une double et même triple surveillance».

Mais après tout, les armes doivent être utilisées par l'homme. Quels que soient les moyens employés par la clique de Brejnev, ils ne pourront étouffer les idées du peuple soviétique, y compris celles des officiers et simples soldats soviétiques.

Une armée dont la mission principale est de se livrer à l'agression et à l'expansion et d'opprimer le peuple ne peut pas conserver un moral élevé. Au fur et à mesure du développement de la lutte révolutionnaire du peuple soviétique, le mécontentement et la résistance des soldats soviétiques à l'égard des nouveaux tsars ne manqueront pas de s'intensifier. C'est une question délicate que la clique de Brejnev ne pourra résoudre avec l'aide d'aucune arme aussi sophistiquée soit-elle.

NDLR : Les intertitres sont de la rédaction de l'Humanité rouge.



En Chine, un exemple de l'unité de l'armée et des masses populaires pour défendre la patrie : soldats de l'APL et miliciens patrouillent le long de la frontière

centaines d'autres militaires appartenant à d'autres armes étaient aussi impliqués. Ces trois officiers étaient poursuivis pour avoir distribué clandestinement en 1968 des copies d'une lettre accusant les couches privilégiées d'exercer l'oppression et l'exploitation dans le pays, condamnant le chauvinisme grand-russe et protestant contre l'intervention militaire en Tchécoslovaquie.

En 1969, une nouvelle mutinerie des marins d'un sous-marin nucléaire soviétique dans la base de Riga.

En août 1968, de nombreux soldats des troupes soviétiques envahissant la Tchécoslovaquie ont quitté leurs rangs et ont fait cause commune avec la population tché-

visant à préserver le régime fasciste à l'intérieur, à se livrer à l'agression et à l'expansion à l'extérieur et à rechercher l'hégémonie mondiale au service du Kremlin. Les nouveaux tsars ont plongé leur pays dans une furieuse course aux armements.

Toutefois, c'est un fait historique que tous les réactionnaires qui répriment leur peuple et se livrent à l'agression et à l'expansion à l'étranger ont connu une fin ignominieuse. Le président Mao a souligné : «Les armes sont un facteur important, mais non décisif de la guerre. Le facteur décisif, c'est l'homme et non le matériel. Le rapport des forces se détermine non seulement par le rapport des puissances militaires et économiques, mais aussi par le rapport des ressources humaines et